

L'Alliance Israélite Universelle et les sionistes en Orient¹

par Esther Benbassa

ON a un peu tendance à limiter à la France le rôle politique de l'Alliance israélite universelle (désormais Alliance) comme groupe d'opinion juif. Sa politique dans les lieux d'implantation de son réseau scolaire était fixée à Paris. Ce qui explique le décalage qu'il y avait parfois entre ce qui se décidait dans la capitale et la réalité du contexte local. À côté de la politique éducative de l'Alliance, inséparable de sa politique générale, on assiste au développement d'une politique politicienne à laquelle la Société recourait pour la mise en place et la survie de ses écoles.

L'essentiel de l'œuvre scolaire de l'Alliance était établi dans les communautés juives de la Méditerranée et des Balkans, pour la plupart situées en terre d'islam. Les projets de l'Alliance pour ces communautés relevaient d'une projection à partir de l'histoire du judaïsme français et européen. Localement, la conjoncture ne se prêtait pas toujours à leur réalisation. L'Alliance s'attela pourtant à la tâche au moins pour créer les conditions nécessaires au bon fonctionnement de ses écoles. En général, en Orient, il y eut une rencontre entre les aspirations des élites locales au relèvement de leur communauté par l'éducation d'une part, et, d'autre part, les projets de l'Alliance visant à implanter un réseau scolaire dans ces régions².

Les élites locales voyaient aussi dans l'Alliance un soutien extérieur à leur pays d'implantation, et espéraient obtenir ainsi une certaine sécurité. On sait qu'au XIX^e siècle, la condition du non-musulman en terre d'islam s'était détériorée. Si les puissances européennes appuyaient les sujets chrétiens dans ces régions, les Juifs ne bénéficiaient d'aucune protection extérieure. L'Alliance allait désormais collaborer avec ces notables.

La fondation de ses écoles se heurta à l'hostilité des conservateurs et des rabbins qui ne voyaient pas d'un bon œil le type d'éducation qui serait dispensé. Il fallait que les représentants de l'Alliance se concilient tant les autorités gouvernementales que les instances juives hostiles. Ces dernières pouvaient également, par leurs relations

en haut lieu, nuire au bon fonctionnement des écoles ou éventuellement provoquer leur fermeture.

Les mentalités ne pouvaient changer du jour au lendemain. C'était un travail de longue haleine. Former de nouveaux cadres communautaires, plus ouverts aux idées occidentales, constituait une solution.

En attendant, l'Alliance se situa à la périphérie des institutions communautaires et rassembla les exclus du pouvoir, à savoir ces élites dont les projets et les idées ne correspondaient pas à ceux des dirigeants communautaires en place. En tant que force périphérique, l'Alliance et ses structures servaient en même temps à la socialisation politique de ses partisans locaux.

Étant donné la paralysie des instances communautaires, les structures locales de l'Alliance se transformèrent peu à peu en pouvoir parallèle.

La question des rabbins était primordiale. Il fallait la régler si l'on voulait réformer les institutions communautaires et faire gagner du terrain à l'Alliance dans ces régions.

L'Alliance prépara pas à pas l'homme qui allait se hisser à la tête du judaïsme d'Orient. C'est ainsi que la révolution «jeune turque», en 1908, permit à la Société d'arriver au centre du pouvoir en la personne de son homme-clé, Haïm Nahoum, devenu grand rabbin de l'Empire ottoman (lequel couvrait encore la plus grande partie du Proche-Orient et s'étendait en Afrique du Nord), tandis que ses sympathisants s'accaparaient les positions stratégiques dans la direction communautaire³.

Le même scénario se répéta à Jérusalem, à Damas, à Saïda ou à Alep. Les notables proches de l'Alliance profitèrent de la nouvelle conjoncture pour prendre en mains les rênes du pouvoir en détrônant les anciens grands rabbins et en en intronisant de nouveaux, avec qui ils pouvaient cohabiter. En fait, les sympathisants de l'Alliance étaient prêts à prendre le pouvoir, et ce avec la complicité des autorités gouvernementales. L'Alliance renforçait ainsi sa position tant vis-à-vis des autorités que dans la communauté. C'étaient ses hommes qui faisaient fonction d'intermédiaires entre ces deux pôles. Pour un certain temps, l'Alliance pouvait compter sur une certaine tranquillité. Il faut ajouter que les forces locales dépassèrent le plus souvent les propres projets politiques de l'Alliance à Paris. Elles se servirent d'elle malgré elle et faute de mieux. La prudence de la grande dame conservatrice fut trompée par ces mêmes forces locales qui l'utilisèrent comme tremplin à leurs ambitions.

L'arrivée de l'Alliance au centre du pouvoir mobilisa ses opposants, non seulement les conservateurs, mais aussi d'autres groupes d'opinion qui n'étaient pas prêts à rester dans l'ombre. C'est ainsi que les sionistes, le *Hilfsverein der Deutschen Juden*⁴, le *B'nai Brith* (après

1911), avec la complicité des conservateurs et des rabbins, hostiles de tout temps à Alliance, se rassemblèrent pour briser son monopole.

La rencontre entre l'Alliance et les sionistes fut des plus conflictuelles⁵. Les autres groupes d'opinion agirent contre l'Alliance, indirectement, en s'associant à un front uni dont les chefs de file étaient les sionistes.

La position tranchée de l'Alliance à l'égard du sionisme, dès ses débuts, ne se comprend que relativement à l'attitude du judaïsme français et de ses corps constitués (à quelques exceptions près) à cette même période⁶.

L'érosion de l'œuvre de l'Alliance en Bulgarie face à la montée du sionisme, et, au début du xx^e siècle, la fermeture de la majorité de ses écoles bulgares ne firent que renforcer l'antisionisme de la Société⁶. Celle-ci craignait que le phénomène ne fit tâche d'huile. Ce qui ne manqua pas d'arriver.

La concordance des positions du leadership juif local sur le sionisme avec celles de l'Alliance ne fait pas de doute. Ainsi, au lendemain du Congrès de Bâle (1897), qui vit la création de l'Organisation sioniste, ce leadership manifestait sa réprobation. Le président du comité régional de l'Alliance en Turquie, Isaac Fernandez, s'exprimait ainsi dans une de ses lettres adressée à la direction parisienne: «Le mouvement dont le Dr Herzl a pris la tête est on ne peut plus nuisible pour les intérêts des Israélites de Turquie, pour l'œuvre de l'Alliance et pour celle de la colonisation palestinienne⁸.»

On le voit à de tels propos, le leadership local n'était pas opposé à la colonisation en Palestine. L'Alliance non plus, puisque à l'initiative de Charles Netter, elle avait fondé l'école agricole Mikweh Israel à Jaffa en 1870. Entre palestinophilie et sionisme, il y avait un long chemin à parcourir.

C'est au mouvement sioniste et à ce qu'il représentait pour un judaïsme assimilé ou en voie d'assimilation que s'opposait l'Alliance.

La lutte politique entre l'Alliance et les sionistes, sur le terrain, prit une nouvelle tournure après 1908. L'Organisation sioniste mondiale ouvrit cette année-là une antenne locale à Istanbul. Le but était de faire avancer la question de Palestine avec les autorités ottomanes, mais pour cela il fallait l'appui des communautés. Or celles-ci, ou plutôt leurs dirigeants étaient désormais gagnés à l'Alliance. Sans les déloger, les sionistes ne pouvaient mettre en application leur programme politique. Ils s'inspirèrent (contre elle) des stratégies de l'Alliance à ses débuts. Ils se constituèrent en parti d'opposition. On peut même dire en parti d'opposition à l'Alliance, à savoir à ses représentants locaux, et donc aux directions communautaires. Ils mirent en place tout l'arsenal d'un parti politique; presse, associations, militantisme, noyautage des institutions, et surtout une politique populiste et démagogique. L'Alliance, avec son statut de société philanthropique, ne pouvait pas riposter de la même manière à ses

adversaires. Elle ne disposait pas non plus de la logistique nécessaire pour venir en aide à ses groupes locaux. Une erreur politique qu'elle allait payer cher. Habitée à négocier avec des notables, elle ne daignait pas écouter les conseils de ses subordonnés et de ses représentants locaux qui lui conseillaient de changer de politique, et surtout de prendre de nouvelles options en direction des masses qui allaient être gagnées au sionisme, ou plutôt aux différentes versions locales du nationalisme juif⁹. J. Bigart, secrétaire de l'Alliance, qui n'était pas toujours informé des enjeux politiques des localités, déclarait: «S'il est vrai, comme vous le dites, que 90 % de la jeunesse israélite de Constantinople est sioniste, nous devons nous demander si ce n'est pas là la condamnation de tout notre système d'éducation¹⁰.» Sur ce, il proposait la fermeture des écoles...

Autre formule, non moins significative: J. Bigart n'hésitait pas à écrire à propos des sionistes, en 1910: «Nous ne voulons pas d'étrangers chez nous¹¹.»

L'opposition de l'Alliance au sionisme n'était pas nouvelle. Dès 1897, il était déjà question d'une mystérieuse correspondance entre la Sublime Porte et l'Alliance au sujet du sionisme. Cet antagonisme ne fit que croître au fil des ans. La riposte fut une guerre ouverte des sionistes regroupés dans ce qu'on peut appeler le camp allemand. Celui-ci incluait le *Hilfsverein der Deutschen Juden*, des membres de l'orthodoxie allemande, les Achkénazes de la capitale ottomane dont les responsables étaient exclus des pôles de direction communautaire, et même le *B'nai Brith* plus tard, à l'origine fondé par des Juifs allemands. Ce camp allemand fonctionnait avec la bénédiction du ministère des Affaires étrangères allemand contre le camp français, hostile au sionisme. L'Allemagne avait intérêt au conflit, soucieuse qu'elle était d'empêcher l'expansion culturelle et linguistique française — dont les écoles de l'Alliance constituaient l'instrument.

C'est ainsi qu'à Jérusalem, à Istanbul, à Salonique, les sionistes et l'Alliance se livrèrent à une lutte sans merci. Plus tard, d'autres communautés prirent le relais. Tout ceci aboutit à la déstabilisation complète de la direction centrale du judaïsme d'Orient, identifiée à l'Alliance. D'autant que les forces locales aggravèrent le conflit en outrepassant les directives de leurs organisations respectives à l'étranger, qu'il s'agît de l'Alliance ou de l'Organisation sioniste.

Pour mettre fin à l'expansion du sionisme, l'Alliance proposa le recours au bakchich à deux reprises, en 1909 et en 1910, par l'intermédiaire de son secrétaire Jacques Bigart¹². L'homme de l'Alliance sur place, le grand rabbin de l'Empire, devait soudoyer des parlementaires ottomans afin qu'ils provoquent un débat antisioniste à la Chambre des députés, ou user de son influence en haut lieu pour mettre fin au raz-de-marée sioniste. La mise à exécution de ce projet aurait pu avoir des conséquences néfastes en pleine période de nationalisme turc et arabe, et provoquer une forte vague d'antisémi-

tisme. La conjoncture était telle que l'assimilation sioniste-juif était facile à prévoir. Il aurait fallu moins que cela pour enflammer les esprits.

La lutte ne cessa pas pour autant. Le président de l'Organisation sioniste demandait, en 1911, à Narcisse Leven, président de l'Alliance, de cesser les hostilités. Mais l'Alliance restait sur ses positions — tout en niant avoir quelque lien avec ce qui se passait dans les localités¹³. Certes, l'Alliance était dépassée par la dynamique locale. On ne peut pourtant nier ses interventions dans les coulisses. Elle usait en fait de ses intermédiaires sur place, tout en donnant l'impression d'être extérieure. Quand il le fallait, elle pouvait aussi intervenir directement.

L'Alliance pouvait-elle agir autrement? L'ère d'occidentalisation où était entré le judaïsme dans ce XIX^e siècle finissant allait donner naissance à d'autres groupes d'opinion juifs avec leur programme et leur idéologie. Les oppositions et les conflits étaient inévitables. Le judaïsme d'Orient en devint l'échiquier sur lequel la lutte se jouait. Par ailleurs, le champ d'action du non-musulman en terre d'islam était circonscrit à l'arène communautaire. Cette limitation rendait la course au pouvoir encore plus âpre. C'est ce qui explique la conflictualité parfois disproportionnée aux enjeux du débat politique communautaire. Les Juifs locaux se servirent tant de l'Alliance que du sionisme, du *Hilfsverein der Deutschen Juden*, ou du *B'nai Brith* pour réaliser leurs ambitions politiques.

Au-delà de l'apparente dichotomie entre la politique élitiste menée en coulisse par l'Alliance et la politique populiste et démagogique du parti sioniste, on doit pourtant constater comment certains instituteurs et la plus grande partie des élèves de l'Alliance s'étaient rangés du côté du sionisme. L'Alliance avait-elle par son enseignement préparé le terrain au sionisme? Cela n'est pas exclu, tout au moins en ce qui concerne certains intellectuels. En tout cas, la conjoncture en Orient pencha progressivement du côté du sionisme. L'Alliance ne comprit pas cette nouvelle donnée du paysage communautaire local parce que se référant toujours au judaïsme français et européen. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, elle resta réticente au sionisme.

Quoi qu'il en soit, tant l'Alliance que le sionisme, à travers leur lutte même, contribuèrent localement à créer en Orient une véritable vie publique juive dans l'acception moderne du terme — nouvelle dimension de l'occidentalisation.

NOTES

1. Conférence présentée à la soirée organisée par l'Alliance, le 23 mars 1989, sur le thème: «L'Alliance israélite universelle et sa place dans l'histoire juive.»
2. A ce propos, voir: Aron Rodrigue, *French Jews, Turkish Jews: the Alliance israélite universelle in Turkey, 1860-1914*, thèse de doctorat [Ph. D.], Université de Harvard, 1985, pp. 85-91; Esther Benbassa, «Israël face à lui-même: Judaïsme occidental et judaïsme ottoman (XIX^e-XX^e siècles)», *Pardès* (7), 1988, pp. 114-117.
3. A ce sujet, se référer à: Esther Benbassa, *Haim Nahum, dernier grand rabbin de l'Empire ottoman (1908-1920): son rôle politique et diplomatique*, thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris III, 1987, 2 tomes (une majeure partie de ce travail est consacrée au sionisme). Pour la correspondance entre ce grand rabbin et l'Alliance, augmentée d'une préface, voir: *Un grand rabbin sépharade en politique, Haim Nahoum ou l'art de gouverner en Orient*, Paris, Presses du CNRS, 1990.
4. Organisation juive allemande fondée en 1901 pour l'amélioration des conditions sociales et politiques des Juifs d'Europe de l'Est et d'Orient, qui développa dans l'Empire ottoman un petit réseau scolaire, rival de celui de l'Alliance. Elle fut également un instrument de la pénétration de la langue et de la culture allemandes.
5. Sur la situation dans l'Empire ottoman, lieu d'implantation privilégié du réseau scolaire de l'Alliance, voir: Esther Benbassa, «Le sionisme dans l'Empire ottoman à l'aube du XX^e siècle», *Vingtième Siècle, Revue d'histoire* (24), oct.-déc. 1989, pp. 72-77.
6. Plusieurs travaux traitent de cette question: Catherine Nicault-Lévigne, «Les Juifs français et le sionisme, 1896 à 1920», *Yod* 3 (2), 1978, pp. 30-41; *idem*, «Sionisme et judaïsme français avant 1914», *Pardès* (8), 1988, pp. 58-67; Michel Abitbol, *Les deux terres promises. Les Juifs de France et le sionisme*, Paris, Olivier Orban, 1989, pp. 19-44.
7. De nombreuses liasses se trouvant dans les Archives de l'Alliance témoignent de l'ampleur du conflit entre la Société et les sionistes. A titre d'exemple, voir: *Archives de l'Alliance israélite universelle* (désormais *AAIU*), Bulgarie I.G. 14, [M.] Cohen: *ibid.*, 8 août 1898: Comité central des sionistes de Bulgarie, 2 août 1903: *ibid.*, Bulgarie I. G. 7, G. Arié, 14 mai 1911.
8. *AAIU*, Turquie I. G. 1, 6 sept. 1897. Le même président dans une autre lettre portant la même date mettait en garde le grand rabbin de France Zadoc Kahn contre un éventuel soutien au sionisme.
9. *AAIU*, Turquie I. G. 1, J. Loria, 16 nov. 1910: *ibid.*, E. Nathan, 21 mars 1912.
10. *AAIU*, Registre de correspondance, RE 224, 5 mai 1911.
11. *Ibid.*, RE 215, 1^{er} avril 1910.
12. *AAIU*, Turquie XXX. E., 2 nov. 1909 et 22 nov. 1910 (brouillons).
13. *Central Zionist Archives* (Jérusalem), 72/73, D. Wolffsohn à N. Leven, 21 fév. 1911: *ibid.*, J. Bigart et N. Leven à D. Wolffsohn, 3 mars 1911: *ibid.*, D. Wolffsohn à N. Leven, 10 avr. 1911.